



Illustration: Céline Roland

Grand angle

Barcelone et Grenoble : la démocratie participative, plus qu'un mythe ?

À l'heure où les campagnes pour les élections communales s'arment d'arguments tendance tels que la « liste citoyenne », le « budget participatif », la « Ville alternative », la « transparence », d'autres villes expérimentent des dispositifs pour renouer avec les citoyens. Effet de mode ou véritable laboratoire de démocratie ? Voyage à Barcelone et Grenoble.

BARCELONE EN COMÙ, UNE RÉBELLION DÉMOCRATIQUE

En 2015, Barcelona en Comù remporte les élections municipales. Cette plateforme citoyenne constituée en parti souhaite reprendre possession de la

ville, des biens publics et instaurer une démocratie davantage participative. Comment habitants et société civile ont-ils réussi à prendre ce pouvoir ? Quelles conséquences pour la vie associative ?

Crise économique et politique provoquent l'indignation

Nous sommes en 2011, en Espagne. La crise bancaire, les expulsions immobi-

lières, les coupes budgétaires dans la santé et l'éducation, ... Toutes ces mesures attaquent le quotidien de la population et provoquent l'émergence d'un mouvement contestataire.

Une mobilisation citoyenne, qui s'appuie notamment sur les réseaux sociaux, démarre dans plusieurs villes. Elle parvient à toucher un public extrêmement large. Le 15 mai 2011, plus de 130 000 personnes sortent dans les rues espagnoles pour manifester. A Madrid, un groupe décide de →

→ rester dormir sur la place Puerta del Sol. Le lendemain, ces citoyens se font violemment déloger par les forces de l'ordre. Ces violences, filmées, deviennent virales sur internet. Elles suscitent l'indignation. En réaction, plusieurs individus et collectifs créent une petite ville sur place et s'y installent quelques semaines. Ils regagnent ensuite les quartiers, où ils développent cette mobilisation citoyenne autour de projets. Le Mouvement des Indignés, appelé aussi 15M – en référence à la date de la manifestation – est né. Il s'étend à d'autres villes : Londres, Bruxelles, Athènes... et Barcelone. Le 15M reste critique envers les partis et le pouvoir politique. Il permet de créer un environnement propice à une mobilisation citoyenne large : elle touche la population au-delà des « militants classiques ». La mobilisation suscite un sentiment de cohésion autour d'une ambition commune : changer le monde en passant d'une société consommatrice à une société redistributrice, afin de garantir des conditions de vie dignes à chacun.

La ville dans des mains citoyennes et militantes

Au cœur de la mobilisation, des partis voient le jour. Leur ambition ? Atteindre le pouvoir institutionnel et assurer la continuité du combat.

A Barcelone, cela démarre par la création d'une plateforme citoyenne. Elle organise des événements et invite les habitants à la rejoindre à travers associations, quartiers ou mouvements sociaux. Elle récolte les propositions pour constituer son programme de 4 ans (durée d'un mandat politique). L'objectif est de concevoir un modèle politique « par le bas », qui assure transparence, ouverture et collaboration.

La plateforme envahit les espaces publics pour se faire connaître, récolter le nombre de signatures nécessaire pour se présenter aux élections, et rassembler

le tissu associatif et les citoyens autour de son objectif. En concertant les habitants et les associations, elle développe notamment un code éthique qui définit les lignes directrices et méthodes à suivre pour mettre en place son nouveau modèle politique. En mai 2015, Barcelona en Comú remporte les élections municipales. Ada Colau, issue d'un mouvement citoyen et non du monde politique, devient la

mairie de Barcelone.

De nouvelles perspectives pour les associations ?

Barcelona en Comú a encore de nombreux défis à relever pour mettre en place son modèle politique. Il y a notamment les impératifs du contexte institutionnel et les autres partis plus traditionnels. Néanmoins, la participation au pouvoir municipal a réellement ouvert des opportunités et perspectives inédites, tant pour les citoyens que pour les associations.

En faisant le choix d'occuper la mairie, la plateforme a intégré un domaine institutionnel qu'elle avait l'habitude de critiquer. Malgré son souhait de changer les choses, la plateforme déçoit face à la réalité et aux enjeux de pouvoir. Blocages politiques, difficultés et contradictions pour former une majorité politique fidèle à ses idées, lenteur administrative, mécanismes contraires à ses idéaux d'égalité de genre sont autant de difficultés à affronter. Par ailleurs, associations et habitants se retrouvent « **de l'autre côté** » : ils ne sont plus cantonnés à un rôle d'électeurs, d'opposants ou d'alerteurs d'opinion, ils deviennent acteurs du pouvoir institutionnel.

Trouver sa place est un challenge : quand on est à la fois celui qui critique et celui qui est critiqué, comment trouver la posture adéquate ? A Barcelone, plusieurs actions et dispositifs permettent au gouvernement de poursuivre malgré tout son programme initial.

« L'organisation de rendez-vous dans les rues, d'assemblées de quartier et de conférences dans les espaces publics permettent ainsi de rester au plus proche des habitants et des associations. »

Autre exemple, le système **Decidim Barcelona** mis en ligne par la mairie, permet aux habitants et associations de faire des propositions d'actions

Barcelona en Comú (BC) continue, par exemple, d'utiliser les réseaux sociaux pour mobiliser la population. BC a ainsi informé sur les expulsions immobilières planifiées dans l'un ou l'autre quartier. Alertés, les citoyens ont pu poursuivre leur combat dans les rues...



puis de donner leur avis et de suivre leur mise en œuvre (étapes, rendez-vous prévus, résultats...). Par ailleurs, les citoyens continuent de prendre part aux projets, tout au long de leur réalisation grâce à d'autres dispositifs de participation.

L'organisation de rendez-vous dans les rues, d'assemblées de quartier et de conférences dans les espaces publics permettent ainsi de rester au plus proche des habitants et des associations.

A travers ces dispositifs innovants, habitants et associations sont informés de l'avancement des projets par la mairie, des difficultés institutionnelles rencontrées... Ils peuvent y interpellier les élus, exprimer leurs revendications et faire part de leurs idées pour résoudre

certaines problématiques. Militants, volontaires, associations, habitants et politiques se retrouvent dans ces espaces de partage, où, ensemble, ils co-construisent le futur de Barcelone. Les mots d'ordre de ces espaces sont ouverture et inclusion, en particulier par la participation active et encouragée des femmes au sein des discussions et du pouvoir.

Le chemin est encore long, mais la participation au pouvoir municipal a ouvert des perspectives inédites, tant pour les citoyens que pour les associations. Le tissu associatif reconnaît que la démocratie participative est en marche. Son rapport au pouvoir politique se réfléchit désormais en termes de partenariat, dans lequel l'association est aussi un acteur.

« Militants, volontaires, associations, habitants et politiques se retrouvent dans ces espaces de partage, où, ensemble, ils co-construisent le futur de Barcelone. »

Au-delà de Barcelone, des mouvements actifs un peu partout dans le monde

tendent à promouvoir ces nouvelles formes de pouvoir. « **Fearless Cities** » réunit villes et citoyens qui résistent aussi bien à la haine et à l'extrême-droite qu'aux multinationales et à la régression sociale. Leur argument ? « **La démocratie est née au niveau local, et c'est au niveau local que nous pouvons la reconquérir** ». Autre exemple, « **Les voies de la démocratie** » souhaitent promouvoir les initiatives de démocratie locale en Europe ; à travers leurs actions, ils diffusent idées et outils. De quoi nous inspirer pour de futures élections ? →

À Grenoble comme à Barcelone, les élus mettent un point d'honneur à assurer la transparence et l'accès à l'information pour leurs citoyens.

Réunions, espaces publics, brochures... s'ajoutent à leurs sites web pour suivre l'actualité et les projets de la ville.

En savoir plus :

Barcelone - www.decidim.barcelona

Grenoble - www.grenoble.fr, volet «Je participe»

Niveau de participation selon étapes du projet

Dates, lieux et horaires des prochaines réunions

Description du projet

Objectifs

Rapport de réunions, informations, décisions, ...

L'ensemble des propositions de citoyens et d'associations

Parties prenantes

LE PROCESSUS

Le plan des installations est un outil de planification qui recueille des besoins mondiaux et la disponibilité sur le territoire du district de Nou Barris en termes d'installations et a proposé un plan d'investissement à court, moyen et long terme.

Le District veut mettre en place un processus de diagnostic pour collecter les besoins en nouveaux équipements. Vous souhaitez intégrer dans cette analyse les visions et opinions de la citoyenneté et du tissu associatif et local.

A la fin du processus, nous spécifierons les nouveaux équipements que nous pensons nécessaires à l'avenir et, par conséquent, ils sont proposés de manière à ce qu'une validation technique puisse être envisagée lors de la révision du plan d'équipement.

L'objectif du processus est d'analyser, avec la citoyenneté et le tissu social du district, quels sont les nouveaux besoins en équipement. Nous partons de l'inventaire actuel, de l'équilibre de la mise en œuvre du plan d'équipement précédent et de l'analyse des projections démographiques. Le district recueillera le diagnostic final pour travailler techniquement dans la mise à jour du plan.

DOCUMENTS CONNEXES

PRESENTATION MONITORING COMMISSION PDF 8 MB
Processus de diagnostic pour la révision et la mise à jour du plan d'équipement.

CLATELLOT - BULLETIN DU COORDONNATEUR DES ADV ET ENTITÉS DE NOU BARRIS (AVRIL 2018) PDF 3 MB
Propositions élaborées et présentées par le Coordonnateur des ADV et Entités de Nou Barris

CE QUI EST DÉCISÉ
Besoins de nouveaux équipements pour la révision du plan d'équipement de

QUI PARTICIPE
Citoyens, citoyens et entités locales

COMMENT DECIDER
des sessions ouvertes des citoyens, de la dynamique de la rue et du comité de suivi

ORGANISATION RÉGION
District de Nou Barris

GROUPE DE DÉVELOPPEURS
District de Nou Barris, démocratie active

DATE DE DÉBUT
10 mai 2018

DATE DE FIN
30 septembre 2018

Référence: BCN-PART-2018-03-55

Quand Grenoble dynamise la démocratie locale

Nous sommes à Grenoble, en 2013. Plusieurs mouvements sociaux, le Parti de Gauche et le parti des Écologistes se regroupent sous le nom de «Rassemblement». Ils défendent trois objectifs : renouveler la démocratie locale, construire un bouclier social et environnemental et faire de Grenoble une ville où il fait bon vivre pour chacun. En 2014, la liste «Rassemblement» gagne les élections et forme une majorité au pouvoir de la ville. Les tensions subsistent entre acteurs politiques et tissu associatif, mais les initiatives en faveur de la participation citoyenne ne manquent pas.

Une démocratie sous toutes ses formes

A Grenoble, élus, habitants, collectifs, associations, commerçants peuvent participer à la démocratie locale sous plusieurs aspects, en-dehors des élections municipales.

La Ville encourage également la **démocratie d'interpellation**. Citoyens et associations peuvent lancer le débat par rapport à des projets de la Ville dans l'espace public. Ils peuvent aussi poser une question lors des Conseils municipaux. Pour cela, il faut récolter plus de 2000 signatures. Ce dispositif permet aussi de proposer des projets, des idées ou des alternatives. Mais à l'heure actuelle, peu de suites favorables sont données aux pétitions... Certains parlent donc de participation de façade.

Les citoyens peuvent également agir dans une logique de **démocratie directe**. Ils sont, par exemple, à la fois initiateurs et décideurs du budget partici-

patif ou du Fonds de participation des habitants. Le budget participatif, fortement promu par la Ville, permet de proposer des projets en vue d'obtenir un financement. Ce dispositif permet aussi et surtout de créer du lien social et de favoriser l'émergence d'idées dans les quartiers. Les citoyens se rencontrent, échangent et se mobilisent pour développer un projet ou choisir les projets à développer. La Ville les soutient tout au long du processus. Cet accompagnement s'inspire des évaluations des Grenoblois. Le but est d'améliorer chaque édition et de toucher davantage de monde.

Le Fonds de participation des habitants, de son côté, permet de financer (pour un montant de 800 euros maximum), des projets de quartier portés par des habitants, des collectifs ou des associations. Ce sont les habitants du quartier concerné qui choisissent les projets financés.

Tous ces dispositifs déploient une démocratie participative où chacun peut s'engager à sa mesure, selon son temps disponible et ses motivations.

De l'information à la co-construction

Si de nombreux dispositifs de participation existent, cela ne signifie pas forcément qu'habitants ou associations soient au courant de leur existence, de leurs objectifs et de leur déroulement. **Informé** est le point de départ. A travers les réseaux sociaux, internet, les espaces publics ou municipaux, l'organisation de rencontres, ..., les acteurs ont plus d'outils pour comprendre leur rôle et le contexte. Par exemple, Grenoble communique largement sur le budget participatif. La Ville diffuse les idées proposées sur son site web, ses réseaux sociaux et dans les espaces publics. Habitants, associations et collectifs se mo-

bilisent davantage, pour proposer une idée, venir voter ou s'impliquer dans un projet.

La **consultation** permet, quant à elle, de récolter les avis des citoyens. La Ville consulte les citoyens sur des projets touchant essentiellement à l'urbanisme ou à la vie des quartiers. Elle peut ensuite agir en conséquence : établir un diagnostic, orienter les politiques futures... Pour assurer une certaine légitimité à cette consultation, l'avis des citoyens doit être pris en compte, d'une manière ou d'une autre.

Un regard critique ? L'information et la consultation à la loupe...

Comment l'information est-elle transmise aux citoyens, en amont et tout au long du projet ?

Les avis ont-ils un réel impact sur la suite du projet et sont-ils récoltés à temps ?

Les points forts et les points faibles de différents scénarios sont-ils bien mis en avant auprès des citoyens ?

Comment les résultats de la consultation et les décisions sont-ils communiqués aux participants et aux autres citoyens ?

Les canaux de consultation sont-ils adaptés aux différents publics, y compris ceux plus éloignés de la participation ?

La Ville de Grenoble va un pas plus loin que la consultation. Elle favorise la **concertation** pour permettre aux citoyens de confronter les points de vue et de prendre une décision, dans un projet. →

« Chacun peut s'engager à sa mesure, selon son temps disponible et ses motivations. »

→ Cette décision devra être prise en compte par les élus. Par exemple, les Conseils de citoyens indépendants (de la Ville) réunissent des citoyens volontaires et tirés au sort. En vue de renforcer leur pouvoir, leurs actions ont été étendues en 2018 pour collaborer avec des associations de quartier et établir des propositions et orientations à considérer dans les politiques de la Ville. Pour un bon déroulement du processus, il faut assurer une gestion de la parole cohérente et équitable entre les différents acteurs concernés par le projet.

La concertation à la loupe...

Quel dispositif d'animation est prévu pour recueillir la parole de chacun ? S'inscrit-il bien dans une démarche de neutralité par rapport aux différents acteurs ?

Comment la diversité est-elle prise en compte : publics généralement éloignés ou peu impliqués, âge, facilité d'expression ou non... ?

Les zones négociables et non négociables sont-elles bien identifiées et communiquées ? Les différents acteurs potentiellement impactés par le projet sont-ils bien identifiés et représentés ?

Quel suivi est mis en place pour visibiliser la concertation ?

Citoyens et élus sont également amenés à **co-construire** des projets, au départ d'idées citoyennes ou d'initiatives de la Ville. Le budget participatif, par exemple, permet aux habitants, aux associations et aux collectifs de proposer ou rejoindre des projets, de constituer des réseaux,... Outre le soutien financier,

« Le budget participatif, par exemple, permet aux habitants, aux associations et aux collectifs de proposer ou rejoindre des projets, de constituer des réseaux,... »

la Ville leur propose un accompagnement en termes d'animation, de suivi et de procédures.

La co-construction à la loupe...

Quel temps et quelles conditions sont requis pour participer ? Comment se répartissent les rôles et responsabilités ? Quelles sont les zones négociables et non négociables ?

Un comité de pilotage est-il bien identifié et réunit-il bien acteurs locaux, citoyens et élus ? Comment définit-il le calendrier, la méthodologie, les acteurs impliqués et le cadre du projet ?

Comment ces éléments sont-ils communiqués au public et acteurs impliqués dans le projet ?

Quel suivi est mis en place pour visibiliser cette co-construction et susciter l'intérêt auprès des habitants et du tissu associatif ?

Comment les citoyens sont-ils impliqués dans le suivi, la mise en place et l'évaluation du projet ?

Une démocratie sous toutes ses formes

La Ville de Grenoble soutient donc la participation à travers plusieurs types de dispositifs pour favoriser la diversité d'engagement et toucher un maximum d'habitants, de collectifs et d'associations. Mais quelle place



Malgré la pétition du collectif « *Touchez pas à nos bibliothèques* » qui récolte suffisamment de signatures, la Ville a confirmé la fermeture de trois bibliothèques à Grenoble et envisage un « Plan Lecture 2018-2025 ». Une enquête publique pour recueillir les attentes et besoins des habitants était en cours cet été, mais certains considèrent que les jeux sont déjà faits...

« Les rencontres et les espaces dédiés à la participation citoyenne permettent de mieux connaître les habitants et autres acteurs locaux. »

laisse-t-il aux associations ou collectifs qui mettent en place leurs propres actions? Qu'ont-ils à gagner dans les dispositifs de participation de la Ville ? La dynamique associative reste fortement présente à Grenoble. Elle favorise l'engagement des habitants, donne des idées aux citoyens et inspire les initiatives alternatives. Rencontres, échanges, regroupement... sont autant d'ingrédients qui permettent aux associations de rayonner et de s'organiser entre elles. Les dispositifs de participation représentent un soutien intéressant pour les associations. Ils peuvent être considérés non pas en remplacement mais dans la continuité de leurs actions.

Tout en gardant leur indépendance, les associations ont la possibilité de porter des revendications et de les faire connaître davantage au grand public, notamment par le dispositif de pétition. Grâce à son expertise, le tissu associatif peut veiller au cadre démocratique et conseiller les élus ou publics moins familiers avec les processus démocratiques. Les rencontres et les espaces dédiés à la participation citoyenne permettent de mieux connaître les habitants et autres acteurs locaux, parfois fort éloignés de la vie associative. C'est l'occasion d'échanger mais aussi de se faire connaître et de créer des liens, des réseaux... En bref, la participation présente de nombreux défis pour les politiques et offre des opportunités pour les associations et citoyens. A garder en tête...



Et en Belgique, c'est tendance ?

Certaines villes expérimentent également plusieurs types de participation : consultation citoyenne, budget participatif, conseils citoyens... Des outils intéressants mais qui méritent d'être pensés au-delà de l'argument politique pour réellement regagner la confiance des citoyens.



Envie de découvrir des exemples concrets ? www.levolontariat.be/la-commune-peut-vous-soutenir

Bibliographie

Abella S., « Barcelona en Comú », Intervenant lors de la journée « Démocratie : Tentez plus ! » organisée par ATTAC Bruxelles, Tout Autre Chose, la Maison du Peuple d'Europe et d'autres associations et citoyen-nes, Bruxelles, 24 février 2018.

Barcelona en Comú, « How to win back the city en Comú : Guide to building a citizen municipal platform », 2016.

Bathgate R., « Barcelona en Comú : an unstoppable transformative tide », in www.opendemocracy.net, 17 avril 2018.

Bellver C., « Que pensent les mouvements sociaux de Barcelone des deux premières années du mandat d'Ada Colau ? » [titre original : Què opinen els moviments socials de Barcelona

dels dos primers anys de mandat d'Ada Colau ? »], in www.elcritic.cat, 22 mai 2017.

Cattiaux S., « à Grenoble, la synergie entre les institutions et la rue « sérieusement affectée » ? », in www.placegrenet.fr, 31 décembre 2017.

Martel F., « À Barcelone, la gauche imagine une ville radicale et participative », in www.slate.fr, 28 avril 2016.

Nez H., « Podemos et Barcelona en Comú: les citoyen-ne-s prennent le pouvoir? », in www.mediapart.fr, 10 février 2017.

Peña-López I., « decidim.barcelona, Spain », Voice or Chatter Case Studies, IT For Change, 2017.

Rouyet S., « Indignés : comment tout a commencé », in www.espagneencrise.net, 18 mai 2015.

Talpin J., « Quand le « community organizing » arrive en France, Participation : effet de mode ou révolution ? », in *Revue Projet*, n°363, avril 2018, p. 29-32.

Ville de Grenoble, « Guide pratique de la participation citoyenne à Grenoble », 2017

www.alliancecitoyenne.org
www.decidim.barcelona
www.fearlesscity.com
www.grenoble.fr
www.lesvoiesdelademocratie.org
www.wikipedia.org